

Bruxelles, le 1.2.2016
C(2016) 401 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 1.2.2016

modifiant la décision C(2013) 9189 de la Commission portant délégation à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» en vue de l'exécution de tâches liées à la mise en œuvre de programmes de l'Union dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture et comprenant notamment l'exécution de crédits inscrits au budget général de l'Union et des dotations du FED

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 1.2.2016

modifiant la décision C(2013) 9189 de la Commission portant délégation à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» en vue de l'exécution de tâches liées à la mise en œuvre de programmes de l'Union dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture et comprenant notamment l'exécution de crédits inscrits au budget général de l'Union et des dotations du FED

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) n° 58/2003 du Conseil du 19 décembre 2002 portant statut des agences exécutives chargées de certaines tâches relatives à la gestion de programmes communautaires¹, et notamment son article 6, paragraphe 3,

vu le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union², et notamment son article 56, paragraphe 1, et son article 62,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement³, et notamment son article 17, paragraphe 1,

considérant ce qui suit:

- (1) La décision de la Commission C(2013) 9189⁴ énumère en détail les parties des programmes de l'Union dont la gestion est déléguée à l'Agence, les lignes budgétaires dont les crédits correspondent à ces parties de programmes et que l'Agence est chargée d'exécuter en qualité d'ordonnateur délégué et les tâches déléguées à l'Agence.
- (2) À la suite de l'adoption de la décision d'exécution C(2015) 7705 de la Commission, il appartient à la Commission de confier à l'Agence la gestion du «programme de mobilité universitaire intra-africaine» mis en place dans le cadre du programme panafricain.
- (3) Il convient donc d'insérer une nouvelle annexe à la décision C(2013) 9189, afin d'y inclure les tâches déléguées à l'Agence dans le cadre des projets dans le domaine de l'enseignement supérieur au titre des instruments de coopération extérieure visés à

¹ JO L 11 du 16.1.2003, p. 1.

² JO L 298 du 26.10.2012, p. 1.

³ JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

⁴ Décision C(2013) 9189 de la Commission du 18 décembre 2013 portant délégation à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» en vue de l'exécution de tâches liées à la mise en œuvre de programmes de l'Union dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture et comprenant notamment l'exécution de crédits inscrits au budget général de l'Union et des dotations du FED.

l'article 3, paragraphe 1, point e), de la décision d'exécution 2013/776/UE de la Commission⁵.

- (4) En outre, les projets relevant du programme Erasmus+ bénéficieront d'un financement supplémentaire du Fonds européen de développement⁶, à la suite de l'adoption des décisions respectives de la Commission⁷ prévues par le règlement (UE) 2015/322 du Conseil et par le règlement (UE) 2015/323 du Conseil⁸.
- (5) Il convient dès lors de modifier l'annexe VI de la décision C(2013) 9189 pour y ajouter la ligne budgétaire correspondant au «programme de mobilité universitaire intra-africaine» et la référence à la dotation du Fonds européen de développement dans le cadre d'Erasmus+.
- (6) Il y a donc lieu de modifier la décision C(2013) 9189 en conséquence,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

La décision C(2013) 9189 est modifiée comme suit:

- (1) L'article 4 est remplacé par le texte suivant:

«Article 4

Tâches déléguées à l'Agence

1. L'Agence est chargée de réaliser les parties des programmes et les tâches correspondantes indiquées aux annexes I à VI pour les nouveaux programmes et à l'annexe VIII pour le reliquat. Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent sous réserve de l'entrée en vigueur et à partir de la date d'entrée en vigueur de chacun de ces programmes.
2. L'Agence agit en son nom propre aux fins des tâches qui lui sont confiées.
3. Aux fins du paragraphe 1, l'Agence est responsable de l'exécution des crédits opérationnels correspondants inscrits au budget général de l'Union et de la partie des crédits du Fonds européen de développement (FED) pour les éléments des instruments de coopération extérieure délégués à l'Agence.
4. Pour les crédits opérationnels inscrits au budget général de l'Union, les lignes budgétaires concernées pour les années 2014 à 2016 sont spécifiées à l'annexe VII.

⁵ Décision d'exécution 2013/776/UE de la Commission du 18 décembre 2013 instituant l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» et abrogeant la décision 2009/336/CE (JO L 343 du 19.12.2013, p. 46).

⁶ ACCORD INTERNE entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 210 du 6.8.2013, p. 1).

⁷ Décision C(2015) 7766 de la Commission du 13 novembre 2015 relative à l'adoption du document de stratégie et du programme indicatif 2014-2020 pour la coopération intra-ACP entre l'Union européenne et le groupe des États ACP.

Décision d'exécution C(2015) 6151 de la Commission du 14 septembre 2015 portant adoption du programme de travail annuel 2016 pour la mise en œuvre d'«Erasmus+»: le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport.

⁸ Règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement (JO L 58 du 3.3.2015, p. 17).

Pour les années suivantes, les lignes sont définies chaque année dans les règles internes.

Les crédits du FED correspondant aux parties de programmes déléguées à l'Agence sont établis dans les décisions visées à l'annexe VII. Les éventuels crédits supplémentaires alloués par le FED à ces parties de programmes seront établis dans des décisions de financement spécifiques.

5. Le directeur de l'Agence effectue les tâches déléguées à l'Agence en exécutant les crédits opérationnels correspondants, par gestion directe, en tant qu'ordonnateur délégué.»

(2) À l'article premier, paragraphe 2, les références aux annexes I à V s'entendent comme des références aux annexes I à VI.

(3) L'article 9 est remplacé par le texte suivant:

«Article 9

Utilisation des services de soutien logistique et administratif

Pour effectuer les tâches indiquées à l'article 4, paragraphe 1, et aux annexes I à VI, l'Agence utilise les services de validation fournis par l'Agence exécutive pour la recherche.»

(4) Les annexes sont remplacées par le texte figurant en annexe à la présente décision.

Article 2

L'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 1.2.2016

*Par la Commission
Tibor NAVRACSICS
Membre de la Commission*

